

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2012

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

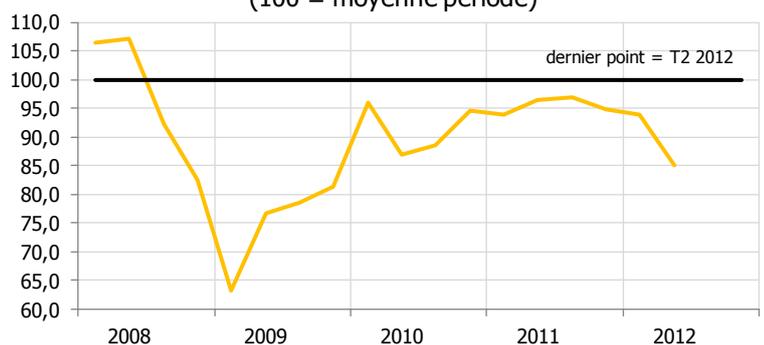
Dégradation sensible du climat d'affaires

L'évolution de l'indicateur du climat des affaires (ICA) traduit une dégradation de la conjoncture. Il se replie sensiblement (près de 9 points) pour s'établir à 85, soit le niveau le plus bas depuis le deuxième trimestre 2010, bien en deçà de sa moyenne de longue période (-15 points). Cette dégradation est en lien avec la baisse de l'activité observée par les chefs d'entreprises, mais surtout avec les anticipations à la baisse pour le trimestre à venir.

La consommation des ménages est fragile compte tenu de la conjoncture incertaine et de la dégradation du marché de l'emploi. Les investissements se replient et cette tendance devrait se poursuivre.

Ce repli de l'activité touche l'ensemble des secteurs et les prévisions laissent entrevoir une nouvelle dégradation.

Indicateur du climat des affaires à la Martinique
(100 = moyenne période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

T
E
N
D
A
N
C
E
S

AFFAIBLISSEMENT DES ÉCONOMIES DANS LA CARAÏBE

Les pays de la Caraïbe sont pour beaucoup d'entre eux exposés aux chocs intervenant dans les pays développés.

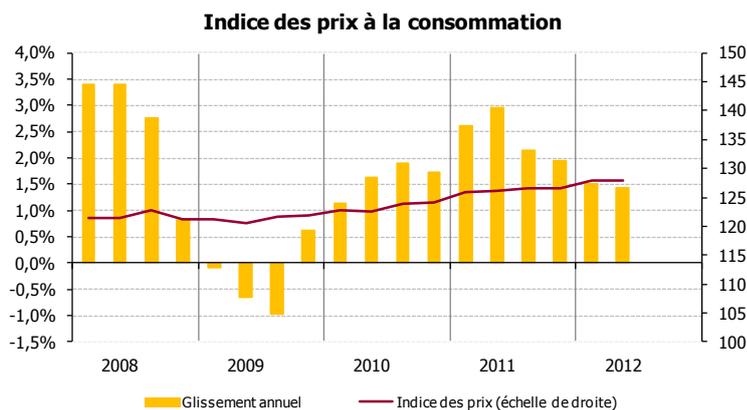
Dans ce contexte, Standard and Poor's a dégradé la note souveraine de la **Barbade** de BBB-/A-3 à BB+/B en juillet dernier. Cette décision s'appuie sur les perspectives d'affaiblissement des fondamentaux macroéconomiques : un taux de chômage élevé (11,8 %) et l'intensification de la compétition internationale dans le secteur du tourisme. Les prévisions de croissance du PIB par habitant s'élèvent désormais à 0,3 % pour 2012 et 0,6 % pour 2013, entraînant une aggravation de la dette publique, malgré la mise en œuvre de réformes structurelles et de programmes de consolidation budgétaire.

En revanche, Standard and Poor's a relevé la note souveraine à court terme de la **Jamaïque** de « C » à « B » tout en maintenant sa note souveraine à long terme se maintient à « B- ». Ce relèvement tient à une modification des critères de notation de Standard and Poor's et non à une amélioration des critères de solvabilité du pays. Les fondamentaux macroéconomiques ne sont pas favorablement orientés. L'agence prévoit une croissance faible autour de 1 %, une dette publique dépassant 130 % du PIB pour l'année fiscale 2012-2013 et un déficit public au-delà de la cible gouvernementale de 4,5 % du PIB.

Stabilité des prix sur le trimestre

L'indice des prix à la consommation (IPC) est stable sur le trimestre (+0,1 %), après une hausse au trimestre précédent (+1,0 %). Cette évolution tient essentiellement au repli des prix des services (-0,6 %) et, dans une moindre mesure, de l'énergie (-0,3 %) alors que les prix des produits manufacturés et de l'alimentation enregistrent une augmentation respective de 1,0 % et 0,7 % sur le trimestre.

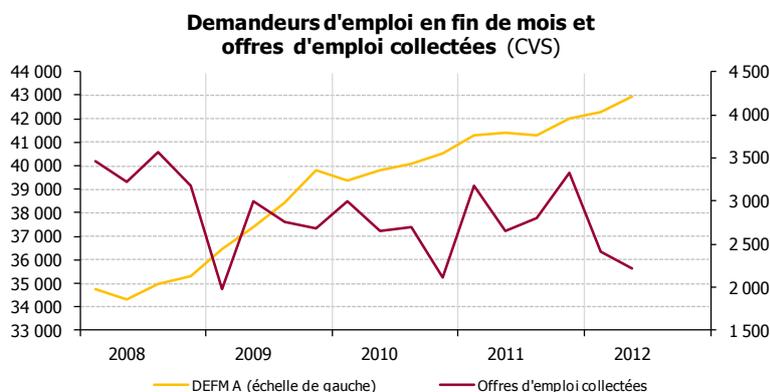
En glissement annuel, les prix progressent de 1,4 %. Les prix des services se renchérissent de 1,5 % et contribuent à près de la moitié de cette hausse, alors que ceux de l'énergie augmentent de 3,0 %.



Persistance d'un chômage élevé

Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) s'inscrit, une nouvelle fois, en hausse (+1,5 % par rapport à fin mars 2012). Avec 42 940 demandeurs d'emploi (CVS), l'indicateur de chômage s'établit à 25,4 %, alors que les offres d'emploi enregistrées sont en recul de 7,9 % en CVS. Le nombre de bénéficiaires des allocations de Pôle emploi est en diminution sur le trimestre (-0,6 % CVS).

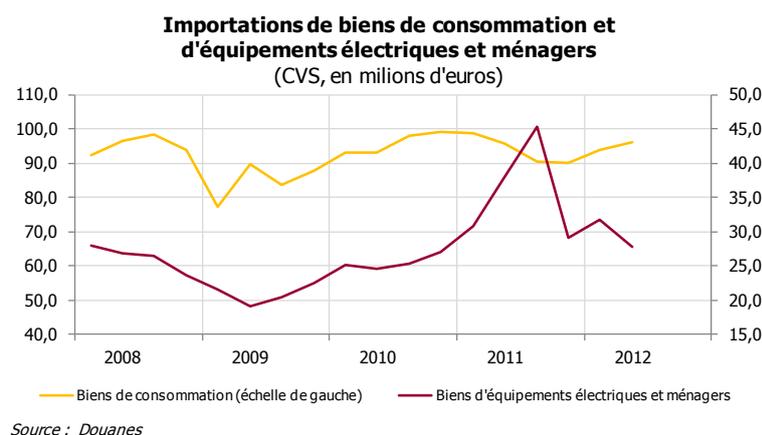
Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 3,6 % (CVS) et le nombre d'allocataires de Pôle emploi de 8,8 %.



Atonie de la consommation des ménages

La consommation des ménages reste peu porteuse. Les professionnels du commerce font état d'une activité dégradée, après un premier trimestre déjà peu vigoureux. Les immatriculations de véhicules de tourisme se stabilisent), après la baisse enregistrée au trimestre précédent (-0,2 % après -17,2 %, CVS) et le chiffre d'affaires de la grande distribution stagne (+0,2 %, CVS). Les importations de biens d'équipements électriques et ménagers et de produits agroalimentaires diminuent de respectivement de 12,7 % et 11,4 % (CVS) sur le trimestre.

Les importations de biens de consommation bénéficient toutefois, d'un léger dynamisme, avec une progression de 2,2 % (CVS) sur le trimestre



Face à la crise, les ménages semblent rationaliser leur consommation. Si les crédits à la consommation sont en recul de 1,0 % sur le trimestre et de 0,7 % sur un an, les indicateurs de fragilité évoluent favorablement : -0,3 % pour le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire, -2,1 % pour les retraits de cartes bancaires et -8,9 % sur un an pour le nombre de dossiers déposés auprès de la commission de surendettement.

Recul de l'investissement des entreprises

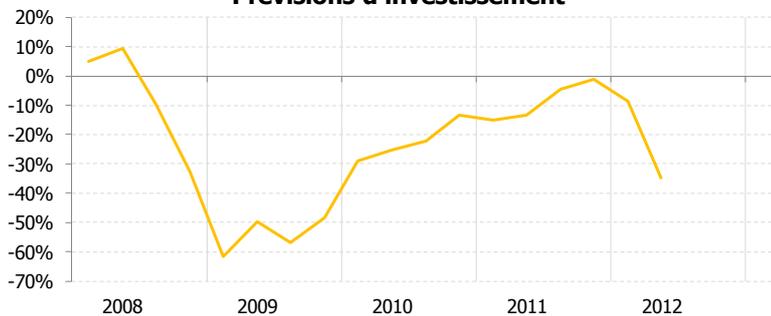
Les chefs d'entreprises révisent leur politique d'investissement, compte tenu de l'incertitude et des fluctuations de l'activité. Tous les secteurs réduisent leurs investissements à l'exception du secteur industriel qui procède au renouvellement et au maintien de l'outil de production. Les intentions d'investissement marquent une nette rupture après le retour à l'équilibre constaté fin 2011.

Les importations de biens d'équipements s'inscrivent en diminution de 11,3 % (CVS) sur le trimestre, comme les ventes de véhicules utilitaires (-9,8 %, CVS).

La situation financière des entreprises reste dégradée, en lien avec la détérioration de leur trésorerie. Aussi, les encours de crédit d'exploitation progressent de 20,5 % sur le trimestre, alors que les encours de crédit à l'investissement fléchissent de 3,6 %. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire repart à la hausse (+2,0 %).

Les encours de crédit à l'habitat aux ménages enregistrent un ralentissement sur le trimestre (+0,6 %), même s'ils continuent de progresser sur un an (+5,0 %).

Prévisions d'investissement



Les soldes sont centrés sur leur moyenne de longue période
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

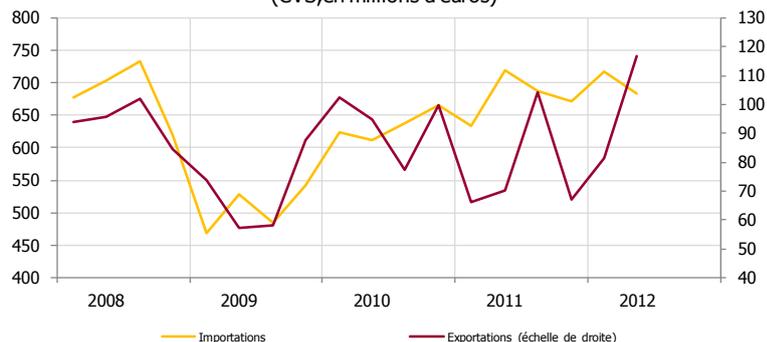
Baisse des importations

Les importations sont en repli (-4,8 % par rapport au premier trimestre, CVS), après l'orientation favorable enregistrée au premier trimestre. Cette évolution tient à la baisse des importations de produits pétroliers sur le trimestre (-22,0 %).

A l'inverse, les exportations poursuivent leur progression. Elles augmentent pour le deuxième trimestre consécutif, soit +43,5 % (CVS) à fin juin 2012, dynamisées par les exports de produits pétroliers et de produits agricoles.

Sur un an, la tendance est similaire. Les importations diminuent de 4,9 % et les exportations s'inscrivent en hausse de 66,3 %. Ces évolutions résultent de l'augmentation des exportations de produits pétroliers et du repli des importations de ces produits.

Commerce extérieur (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

CONTRACTION DE L'ACTIVITÉ DANS PLUPART DES SECTEURS

L'activité se dégrade alors que les perspectives pour le prochain trimestre laissent entrevoir un nouveau resserrement du courant d'affaires. L'ensemble des secteurs souffre de cette contraction de l'activité expliquée par l'incertitude et le manque de visibilité.

Dans le **secteur primaire**, les expéditions de bananes sont en repli de 18,7 % (CVS). Les professionnels doivent faire face au développement de la cercosporiose noire, champignon ravageur qui réduit les rendements des plantations. Au sein des filières d'élevage, la production de viande progresse de 3,5 % (CVS).

Par ailleurs, l'activité du **secteur agro-alimentaire** perd de son dynamisme.

Après la dégradation du premier trimestre, l'activité du secteur du **BTP** se contracte une nouvelle fois. L'activité est très faible et le manque de mises en chantier pénalise le secteur. Les ventes de ciment enregistrent une baisse de 15,3 % sur le trimestre (CVS), conduisant à un niveau historiquement bas des volumes vendus (plus bas niveau

Ventes de ciment (CVS, en milliers de tonnes)



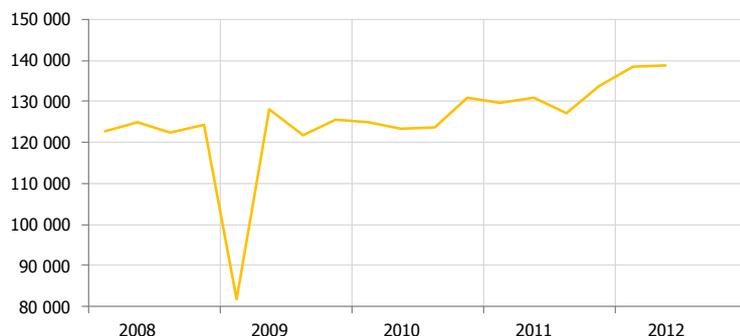
Source : Ciment Antillais

depuis près de 20 ans à l'exception du premier trimestre 2009). Face à la dégradation du marché, les organisations patronales et les syndicats de salariés se mobilisent et ont sollicité l'intervention de l'Etat et des collectivités locales pour les aider à sortir des difficultés auxquelles ils sont confrontés.

Conformément aux anticipations, l'activité du **secteur industriel** (hors agroalimentaire) reste dégradée. Fortement dépendant du BTP, le secteur fait face à une nouvelle baisse de son courant d'affaires.

Dans le secteur du **commerce**, les chefs d'entreprises font état d'une situation toujours difficile. Le marché manque de dynamisme et est sujet à de fortes variations. Le chiffre d'affaires de la grande distribution stagne.

Chiffres d'affaires de la grande distribution
(CVS, en millions d'euros)



Source : DIECCTE

Trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire (CVS)



Source : CCIIM

Le secteur du **tourisme** est orienté à la baisse.

Le trafic de passagers à l'aéroport Aimé Césaire diminue sur le trimestre (-7,2 %) et sur l'année (-6,9 %). Pour les croisiéristes, après l'amélioration intervenue au premier trimestre, la fréquentation est en repli (-36,6 % en CVS).

Dans l'hôtellerie, le taux d'occupation des hôtels atteint 49 % à fin mai, contre 53 % un an auparavant. Enfin, le nombre de nuitées diminue de 4,9 % sur un an (cumul avril et mai).

Le volume global d'affaires du secteur des **services aux entreprises** stagne. Le léger fléchissement du carnet de commandes n'a pas entamé le niveau de l'activité et permet au secteur de se stabiliser.

NOUVEAUX RISQUES SUR LA REPRISE MONDIALE

Dans un contexte d'incertitudes toujours fortes, la reprise de l'économie mondiale montre de nouveaux signes de faiblesse.

La croissance de l'économie américaine ralentit au deuxième trimestre (+0,4 % par rapport au trimestre précédent après +0,5 %), les exportations étant affectées par l'essoufflement de la demande adressée par la zone euro alors que la demande intérieure pâtit du désendettement des ménages américains. La croissance marque également le pas dans différents pays émergents, notamment le Brésil, la Chine et l'Inde, en raison de la poursuite de la dégradation de l'environnement international, du resserrement de leurs politiques monétaires et d'une moindre confiance des investisseurs internationaux.

La crise de la dette souveraine continue de se propager. Les PIB de la zone euro et de l'UE27 reculent de -0,2 % au deuxième trimestre de 2012 par rapport au trimestre précédent, après une stagnation au premier trimestre. Cette baisse touche particulièrement les pays du Sud de l'Europe, mais également quelques pays du Nord comme la Belgique (-0,6 %) et la Finlande (-1 %). La progression du chômage (11,2 % en juin 2012) devrait se poursuivre en lien avec la baisse de la production industrielle de la zone euro (-2,1 % en glissement annuel en juin 2012). Les analystes anticipent la poursuite de la contraction de l'activité au prochain trimestre qui provoquerait l'entrée de la zone euro en récession. Lors de sa réunion du 2 août 2012, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de maintenir ses taux directeurs inchangés.

En France, la croissance du PIB est restée nulle pour le troisième trimestre consécutif.